



联合国  
粮食及  
农业组织

Food and Agriculture  
Organization of the  
United Nations

Organisation des Nations  
Unies pour l'alimentation  
et l'agriculture

Продовольственная и  
сельскохозяйственная организация  
Объединенных Наций

Organización de las  
Naciones Unidas para la  
Alimentación y la Agricultura

منظمة  
الغذية والزراعة  
للأمم المتحدة

**F**

# COMITÉ DES FORÊTS

## TRENTE-DEUXIÈME SESSION

**Rome (Italie), 23-27 juin 2014**

### ÉTAT D'AVANCEMENT DES ACTIVITÉS MENÉES PAR LES ORGANES STATUTAIRES ET LES PRINCIPAUX PARTENARIATS

Le Comité est invité à examiner les rapports d'activité présentés par les organes statutaires s'occupant des forêts et les principaux partenariats forestiers:

- Comité consultatif de la filière bois durable
- Groupe consultatif sur la connaissance des forêts
- Comité des questions forestières méditerranéennes-*Silva Mediterranea*
- Commission internationale du peuplier
- Mécanisme forêts et paysans
- Partenariat international pour le développement durable des régions de montagne

*Le tirage du présent document est limité pour réduire au maximum l'impact des méthodes de travail de la FAO sur l'environnement et contribuer à la neutralité climatique. Les délégués et observateurs sont priés d'apporter leur exemplaire personnel en séance et de ne pas demander de copies supplémentaires. La plupart des documents de réunion de la FAO sont disponibles sur Internet, à l'adresse [www.fao.org](http://www.fao.org).*

## Annexe I

**Comité consultatif de la filière bois durable****I. Introduction**

1. La présente note d'information donne une vue d'ensemble des activités menées par le Comité consultatif de la filière bois durable de la FAO récemment renouvelé et de l'état d'avancement de son plan de travail biennal pour 2014-2015.
2. Le Comité consultatif, établi en 1959 en vertu du paragraphe 2 de l'Article VI de l'Acte constitutif de la FAO, est l'un des plus anciens organes statutaires de l'Organisation. Il constitue le principal organe de collaboration avec le secteur privé pour la mise en œuvre du Programme forestier de la FAO. Il a principalement pour mandat de donner des avis à l'Organisation concernant les défis à relever et les possibilités à saisir intéressant les forêts et le secteur forestier.
3. Son plan de travail est établi dans le cadre d'une concertation directe entre la FAO et les représentants du secteur privé membres du Comité. Il est mis en œuvre en étroite collaboration entre le Président et les membres du Comité, divers groupes de travail thématiques composés de fonctionnaires de la FAO et d'experts internationaux désignés par les membres du Comité, et le Secrétaire FAO du Comité, qui est responsable de l'organisation de l'ensemble des activités opérationnelles.
4. La composition du Comité renouvelé et son nouveau statut ont été approuvés par le Conseil de la FAO à sa cent quarante-cinquième session, tenue du 3 au 7 décembre 2012. Les nouveaux membres (23 responsables d'associations sectorielles, d'entreprises forestières et d'associations de producteurs) sont plus représentatifs des divers sous-secteurs de l'industrie forestière et permettent d'assurer un meilleur équilibre géographique. Des observateurs et des conseillers sont aussi invités à apporter leurs compétences spécialisées aux sessions annuelles du Comité, en fonction des exigences de l'ordre du jour.

**II. Résultats de la session tenue en 2013**

5. La première session annuelle du Comité consultatif, dans sa nouvelle composition et conformément à son nouveau statut, s'est tenue à São Paulo (Brésil) du 4 au 6 juin 2013.
6. Il a été décidé que Michael Peter (Directeur exécutif de Forestry South Africa) maintiendrait ses fonctions de Président pour la troisième année consécutive et qu'un Vice-président serait nommé lors de la cinquante-cinquième session du Comité et prendrait la relève en mai 2015. Aucun sous-comité régional ne sera établi tant que l'assise mondiale du Comité consultatif renouvelé n'aura pas été pleinement consolidée.
7. Un Comité directeur, appelé à se réunir à l'occasion des sessions annuelles du Comité consultatif et à en guider les travaux, a été mis en place. Les membres qui ont été désignés pour y siéger, avec l'assistance du Secrétaire FAO, sont les suivants: Michael Peter, Donna Harman, Teresa Presas, Elizabeth de Carvalhaes, Masataka Hayama et David Rhodes.
8. La FAO a publié deux rapports techniques sur lesquels le Comité consultatif s'est penché à sa session annuelle de 2013:
  - a) *Assessment on the Efficiency of Water Use in Planted Forests and Other Crops* (évaluation de l'efficacité d'utilisation de l'eau dans les plantations forestières et d'autres cultures), en anglais seulement.
  - b) *Future Workforce in Forest Industries - Skills and Educational Strategies for the Transition to a Forest-based Bioeconomy* (besoins futurs en matière d'effectifs dans le secteur forestier - compétences et stratégies de formation à mettre en place pour favoriser la transition vers une bioéconomie fondée sur les forêts), en anglais seulement.

Le Comité a recommandé que ces deux rapports soient complétés et publiés, dans leur version finale, dans le courant de l'année 2014.

9. Il a été décidé que la cinquante-cinquième session annuelle du Comité consultatif se tiendrait à Saint-Pétersbourg (Fédération de Russie), les 9 et 10 juin 2014, en concomitance avec la réunion annuelle du Conseil international des associations forestières et du papier.

10. Par ailleurs, la réunion préparatoire de la session annuelle de 2014 s'est tenue au siège de la FAO, à Rome, le 28 octobre 2013. Les nouvelles activités prioritaires convenues pour l'exercice 2014-2015 sont les suivantes:

a) **Des emballages biodégradables pour la conservation écologique des aliments.**

Cette initiative intersectorielle, à parties prenantes multiples, vise à donner une orientation écologique aux filières alimentaires en encourageant une application plus généralisée des emballages alimentaires biodégradables, pour contribuer à réduire de 30 pour cent les pertes annuelles de produits alimentaires. Il s'agit d'étudier des technologies adaptées aux réalités locales, l'utilisation de matériaux et de modèles plus performants et de nouveaux modèles de collaboration entre les opérateurs de la filière alimentaire. La priorité est donnée à la recherche de solutions plus efficaces, à base de bois et d'autres fibres végétales, pour le conditionnement des produits alimentaires et au développement dynamique des bioplastiques.

Le Comité consultatif travaillera en collaboration avec le Programme Save Food de la Division des infrastructures rurales et des agro-industries de la FAO (AGS) et le Bureau des partenariats, des activités de plaidoyer et du renforcement des capacités (OPC), afin de développer au maximum les synergies entre les activités menées au sein de l'Organisation et dans le cadre de mécanismes de partenariat. Deux manifestations publiques seront organisées dans le cadre d'importantes tribunes internationales, à savoir:

1. une manifestation de sensibilisation à l'intention des parties prenantes du secteur des emballages biodégradables, à tenir dans le cadre du salon Interpack 2014 de Messe Düsseldorf (elle a eu lieu le 9 mai 2014); et
2. le lancement de divers partenariats et d'une coalition internationale visant à promouvoir des modèles d'emballage biodégradable adaptés aux réalités locales, dans le cadre de l'Expo 2015 de Milan (mai 2015, à confirmer).

b) **L'application des biotechnologies aux forêts et aux industries forestières.** La FAO procède à l'élaboration d'un document de référence qui sera examiné par le Comité consultatif à sa cinquante-cinquième session annuelle (Saint-Pétersbourg, Fédération de Russie, 10 juin 2014).

c) **Les forêts et les produits ligneux pour lutter contre le changement climatique: quelles sont les options compatibles avec les objectifs de développement durable?** Il s'agit d'un outil de connaissance du Département des forêts de la FAO (publication à paraître).

d) Plusieurs études techniques visant à confirmer la contribution du secteur forestier à la bioéconomie dans les pays du groupe BRICS et à étayer les travaux du deuxième Forum mondial du bois, seront réalisées en 2015 avec l'appui du Comité consultatif.

e) Des groupes de travail seront mis en place pour toutes les activités susmentionnées. Ils seront guidés par des fonctionnaires techniques de la FAO et constitués d'experts choisis par les membres du Comité au sein de leurs propres réseaux.

f) Le Comité facilitera la participation du secteur privé au quatorzième Congrès forestier mondial, qui se tiendra à Durban (Afrique du Sud), du 7 au 11 septembre 2015, ainsi que l'organisation de manifestations spéciales à cette occasion.

### III. Points à examiner

11. Le Comité souhaitera peut-être:

- reconnaître le rôle que joue le Comité consultatif et l'importance de ce mécanisme qui permet de canaliser les connaissances et les solutions issues du secteur privé dans le Programme forestier de la FAO et d'en assurer une meilleure diffusion;
- donner son appui à la nouvelle initiative intersectorielle relative aux **emballages biodégradables pour la conservation écologique des aliments**, mise en œuvre par le Comité consultatif, dans la mesure où celle-ci vise à réduire les pertes et le gaspillage de produits alimentaires en renforçant la collaboration entre les groupes de producteurs de denrées alimentaires, le secteur mondial des produits alimentaires et des produits forestiers, les propriétaires de marques, les détaillants, les fabricants d'emballages biodégradables et les institutions de recherche-développement dans les États Membres.

## Annexe II

## **Éléments nouveaux en matière de recherche et d'enseignement dans le secteur forestier**

### **I. Introduction**

1. La présente note donne une vue d'ensemble des activités visant à renforcer les initiatives de la FAO en faveur de l'enseignement forestier aux niveaux régional et mondial, ainsi qu'un aperçu des mesures prises en vue de la création d'un Groupe consultatif sur la connaissance des forêts, chargé de promouvoir des initiatives en matière d'enseignement et de gestion et diffusion des connaissances, partout dans le monde.
2. Les participants aux sessions des Commissions régionales des forêts de la FAO (2010 et 2011-2012), aux sessions du Comité des forêts (1999, 2005, 2010 et 2012) et au treizième Congrès forestier mondial (2009) ont demandé à la FAO de rétablir son programme d'enseignement forestier, si possible en élargissant le portefeuille de projets. Sachant qu'il existe déjà divers réseaux régionaux d'enseignement forestier et que les ressources en personnel sont limitées, l'Organisation pourrait inscrire ces activités dans le cadre d'un portefeuille de projets élargi et en assurer la coordination à l'échelle mondiale, y compris par le truchement du Groupe consultatif sur la connaissance des forêts dont la création est envisagée.
3. Dans cette optique, il apparaît crucial de créer un groupe consultatif chargé de coordonner les indications données par les principaux acteurs régionaux concernant les complémentarités à valoriser et la valeur ajoutée que la FAO pourrait apporter dans les domaines de l'enseignement forestier et de la connaissance des forêts. L'excellent exemple offert par le Comité consultatif de la filière bois durable, de conception très proche, encourage l'Organisation à agir et à créer un groupe consultatif qui tirera parti des multiples compétences qui existent dans les domaines de l'enseignement forestier et de la recherche à l'échelle mondiale.
4. L'Évaluation stratégique du rôle et des activités de la FAO dans le domaine des forêts a permis de dégager trois modalités de travail, dont la troisième se rapportait aux domaines dans lesquels l'Organisation ne devait pas jouer un rôle moteur, mais plutôt servir de catalyseur en coordonnant les travaux des autres organisations concernées. S'agissant de l'enseignement et de la recherche dans le secteur forestier, ce rôle de catalyseur semble particulièrement approprié.

### **II. Réunions et élaboration des concepts**

#### **A. Sessions antérieures du Comité des forêts**

5. Afin d'étudier les concepts présentés ci-dessus, des réunions informelles de spécialistes de l'enseignement et du partage des connaissances, provenant de diverses institutions, ont été organisées en marge des vingtième et vingt et unième sessions du Comité des forêts. Des représentants de plusieurs établissements d'enseignement et de recherche et des fonctionnaires des bureaux compétents de la FAO ont participé à ces réunions pour donner leur appui informel à la proposition de créer un Groupe consultatif sur la connaissance des forêts, s'entendre sur sa portée et son mandat, approuver les mesures à prendre à court et à moyen termes, examiner la liste des membres proposés afin d'éviter des chevauchements et des lacunes, et définir les prochaines étapes (les dates des prochaines réunions, par exemple). La majorité des participants se sont montrés favorables au projet de création d'un Groupe consultatif sur la connaissance des forêts. Ils sont convenus que la mission de cet organe, qui serait présidé par la FAO, serait d'être un catalyseur pour les projets et programmes de recherche et d'enseignement mis en œuvre dans le domaine forestier et pour d'autres activités conduites aux niveaux régional et mondial.
6. Les participants sont convenus que la FAO chercherait du soutien pour ce projet auprès de ses États Membres et de divers acteurs régionaux au cours des prochaines années, notant que le Groupe consultatif aurait pour mission de traiter deux aspects complémentaires, à savoir l'éducation et la

recherche, et de coordonner les activités menées dans le cadre des projets et programmes mis en œuvre aux niveaux régional et mondial. Le Bureau juridique de la FAO a également été invité à donner des indications concernant les formalités à respecter à court et à long termes pour instituer le groupe consultatif proposé. À la vingt et unième session du Comité des forêts, tenue en 2012, les Membres ont demandé des informations supplémentaires sur le fonctionnement d'un tel groupe et sur ce qu'impliquerait sa création sur le plan financier<sup>1</sup>.

## **B. Réunions de suivi tenues en 2012-2013**

7. Suite aux communications relatives à l'enseignement et à la recherche qui ont été présentées dans le cadre de la vingt et unième session du Comité des forêts, en septembre 2012, et aux manifestations qui se sont tenues en marge de cette réunion, un projet de directives opérationnelles pour le Groupe consultatif sur la connaissance des forêts proposé a été distribué aux spécialistes de l'enseignement et d'autres parties prenantes. En avril 2013, un groupe restreint d'experts, réuni en marge de la dixième session du Forum des Nations Unies sur les forêts, a formulé une première série d'observations concernant ce projet et donné des informations supplémentaires sur les tendances dans le domaine de l'enseignement forestier. Les participants ont décidé que des réunions seraient organisées au niveau régional afin de sonder l'intérêt que suscitait la création du Groupe consultatif sur la connaissance des forêts, de dégager les tendances et les lacunes en matière de recherche et d'enseignement forestiers et de recueillir des observations sur les directives opérationnelles. Des réunions de suivi ont également eu lieu en marge du Congrès IUFROLAT, tenu à San José (Costa Rica), en juin 2013, ainsi que pendant la session de la Commission des forêts et de la faune sauvage pour l'Afrique, tenue à Windhoek (Namibie) en octobre 2013, et celle de la Commission des forêts pour l'Asie et le Pacifique, qui a eu lieu à Rotorua (Nouvelle-Zélande), en novembre 2013.

8. Au Proche-Orient, un avant-projet régional visant à apporter une réponse positive à une demande d'assistance technique présentée par la Commission des forêts et des parcours pour le Proche-Orient, a été élaboré au titre du mécanisme du Programme de coopération technique. Ce projet permettra de satisfaire aux besoins nationaux et régionaux en matière d'enseignement, de formation et de recherche concernant les forêts, de recenser les lacunes dans ces domaines et d'établir les priorités d'action afin de promouvoir des partenariats régionaux pour améliorer l'enseignement et développer les connaissances dans le secteur forestier. À court terme, des consultants nationaux seront chargés d'évaluer les besoins dans cinq pays et les résultats de cette évaluation seront ensuite examinés dans le cadre d'un atelier de suivi plus général organisé à cet effet. Une évaluation analogue devrait être menée à bien prochainement en Amérique latine, en fonction des observations formulées par les participants lors de la réunion de suivi tenue au Costa Rica.

9. En 2013, d'autres réunions sur l'enseignement forestier ont tiré parti des partenariats noués par la FAO, y compris dans le cadre de la session de la Commission des forêts pour l'Asie et le Pacifique, à l'occasion de laquelle les participants à la troisième réunion de l'association des doyens de facultés des sciences forestières (*Association of Forestry Deans*) se sont penchés sur l'enseignement forestier post-secondaire lors d'une manifestation tenue en marge de la réunion et ont lancé un projet de cours en ligne sur la gestion des forêts. Le Bureau régional de la FAO pour l'Asie et le Pacifique (RAP) continue de parrainer des activités d'éducation forestière en faveur des enfants dans le cadre de ses projets *Kids-to-Forests*. En Europe, une manifestation organisée dans le cadre de la deuxième Semaine européenne des forêts (Metsä2013) avec l'assistance d'un certain nombre de partenaires, dont l'IFSA (*International Forestry Students' Association*), a permis d'approfondir les besoins en matière d'enseignement forestier dans la région.

10. Le Département des forêts renforce chaque année davantage son partenariat avec l'IFSA, dans le cadre d'un accord de coopération signé en décembre 2011 entre la FAO et cette association. L'IFSA participe aux manifestations organisées par le Comité des forêts et s'emploie à favoriser une meilleure prise en compte des activités en faveur des jeunes dans les travaux du Congrès forestier mondial de 2015.

---

<sup>1</sup> COFO 2012/REP, paragraphes 71 et 72.

11. Cependant, même si les thèmes de la recherche et de l'enseignement forestiers suscitent un intérêt et un soutien croissants, aucun mécanisme mondial n'a encore été mis en place pour coordonner les activités menées dans ce domaine et superviser les nouveaux projets lancés aux niveaux mondial et régional à l'initiative des institutions compétentes. Le Groupe consultatif permettrait donc de renforcer les projets et les initiatives d'enseignement forestier mis en œuvre à l'échelle mondiale en favorisant une meilleure coordination des efforts et une analyse plus approfondie des besoins dans toutes les régions, aidant ainsi la FAO à jouer plus efficacement son rôle de catalyseur.

12. Un projet de directives opérationnelles, définissant les principales finalités et les objectifs du Groupe consultatif, ainsi que les grandes lignes des activités et des modalités de travail proposées, a été élaboré en tenant compte des éléments fournis par le Comité des forêts, les Commissions régionales des forêts et les réunions préparatoires sur la recherche et l'enseignement forestiers. Il est joint en *appendice* au présent document.

13. L'enseignement forestier devrait avoir une grande visibilité lors du prochain Congrès forestier mondial. Les débats à ce sujet font intervenir un nombre considérable de parties prenantes et peuvent donner des indications pour l'avenir dans ce secteur.

14. En 2014, un certain nombre de facultés et d'écoles forestières d'Amérique du Sud célèbrent leur cinquantième anniversaire. Dans bien des cas, celles-ci ont été mises en place dans le cadre de projets de la FAO. La FAO et l'Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT) apportent leur appui à ces célébrations qui permettent d'appeler l'attention d'un plus vaste public sur l'enseignement forestier.

15. Si l'enseignement supérieur dans le secteur des forêts relève d'ordinaire du portefeuille des ministères de l'éducation, limitant de ce fait l'ampleur du rôle que la FAO est susceptible de jouer dans ce domaine, en revanche l'enseignement professionnel et technique est généralement du ressort des ministères en charge des forêts. Des études récentes ont montré que dans ce secteur les efforts étaient bien moins soutenus.

16. Dans le passé, la FAO a produit un matériel normatif considérable (directives, publications, outils). L'apprentissage continu revêt une importance croissante face au développement rapide des connaissances et à l'allongement de la vie active. L'Organisation est dans une position idéale pour fournir, en collaboration avec certains partenaires du monde de l'enseignement, un matériel d'apprentissage à distance structuré et permettant de répondre à ces exigences.

### **III. Points à examiner**

17. Le Comité souhaitera peut-être:

- approuver les fonctions du Groupe consultatif sur la connaissance des forêts et examiner les activités de cet organe consultatif semi-permanent, telles qu'indiquées ci-dessus et dans le projet de directives opérationnelles, et donner son avis concernant, en particulier, les finalités du Groupe consultatif, les objectifs proposés, sa composition et ses modalités de travail;
- déterminer le point de convergence des activités d'enseignement du Groupe consultatif, de manière à éviter tout doublonnage d'activité avec d'autres partenaires et institutions;
- demander à la FAO de faire rapport sur les progrès accomplis à la vingt-troisième session du Comité;
- inviter les membres du Comité à soutenir les activités du Groupe consultatif;
- indiquer à la FAO la meilleure façon de desservir les pays dans ce domaine.

18. Le Comité souhaitera peut-être aussi recommander des initiatives de recherche et d'enseignement forestiers à associer aux activités régionales à mener en 2014-2015 au titre des objectifs stratégiques de la FAO.

*Appendice*

## **PROJET DE DIRECTIVES OPÉRATIONNELLES ET MODALITÉS DE FONCTIONNEMENT**

### **A. Finalités**

1. Le Groupe consultatif sur la connaissance des forêts a pour but de renforcer les réseaux mondiaux et régionaux de connaissances sur la forêt; de mettre en place des projets et des activités d'enseignement et de recherche générant une valeur ajoutée; et de doter le secteur forestier d'effectifs plus compétents en intervenant de manière cohérente, concertée et informelle pour assurer l'avenir de l'enseignement forestier et la diffusion des connaissances sur la forêt partout dans le monde.

### **B. Objectifs**

2. Compte tenu des informations générales ci-dessus et des observations formulées par les spécialistes de l'enseignement du monde entier, les objectifs proposés pour le Groupe consultatif sont les suivants:

- 1) Travaillant en collaboration avec des partenaires, élaborer et mettre en œuvre un programme d'enseignement forestier, à la fois normatif et opérationnel, en coordination avec les facultés, les réseaux et autres organes forestiers existant au niveau régional, pour générer une valeur ajoutée, valoriser les complémentarités et assurer le déploiement d'efforts durables. Il s'agit de favoriser ainsi l'établissement de projets communs et de contribuer à la mise en œuvre de la stratégie de renforcement des capacités de la FAO.
- 2) Établir une relation étroite avec les réseaux régionaux et/ou mondiaux de recherche en matière de forêts afin de mobiliser les meilleures connaissances disponibles dans ce domaine pour étayer les travaux normatifs et les projets de la FAO, mettre en œuvre des projets communs et contribuer à la définition des priorités à moyen et à long termes en matière de recherche.
- 3) Mettre en place un mécanisme efficace pour la diffusion des annonces de vacance de poste de la FAO et d'autres institutions internationales afin d'attirer les candidats les plus qualifiés.
- 4) Renforcer les réseaux régionaux et mondiaux de recherche, d'enseignement et de compétences professionnelles en matière de forêts.
- 5) Intégrer les travaux normatifs de la FAO dans les directives, les publications et les outils afin de faciliter l'apprentissage à distance et le renforcement des capacités.

### **C. Modalités**

#### *Structure*

3. Le Groupe consultatif est un mécanisme de collaboration informel composé d'un maximum de 20 membres provenant d'organisations et d'institutions internationales et/ou régionales pouvant contribuer à la définition et à la mise en place d'améliorations à long terme dans le domaine de l'enseignement forestier et de la diffusion de connaissances sur les forêts. Compte tenu du caractère informel du mécanisme mis en place, le Groupe s'emploiera à mobiliser des ressources et à tirer parti des avantages comparatifs de ses membres pour mener à bien ses activités ordinaires et ponctuelles.

4. Le Président du Groupe consultatif assurera la direction et la supervision des travaux et accueillera les réunions, dont il définira l'ordre du jour en collaboration avec les membres. Il financera, dans la limite des ressources disponibles, la participation des membres aux réunions et procédera au recensement stratégique de nouvelles possibilités de développement et de commercialisation pour les idées et les produits du Groupe. Les membres du Groupe consultatif échangeront leurs idées et prendront des décisions concertées concernant les produits et les activités du Groupe.



### *Réunions*

5. Des réunions informelles seront organisées au moins une fois par an et, s'il y a lieu, en concomitance avec les sessions des Commissions régionales des forêts de la FAO et d'autres réunions régionales. Le Secrétariat du Groupe consultatif mettra le projet d'ordre du jour des réunions à la disposition des membres au moins trois semaines avant l'ouverture des travaux et ceux-ci l'approuveront pendant la réunion en question. Le procès-verbal et le rapport des réunions seront établis par le Secrétariat, qui les distribuera en temps utile aux membres, pour examen et approbation. Les réunions ordinaires ne devraient pas durer plus de deux heures et seront organisées de préférence en marge des grandes manifestations, en l'absence de réunions régionales sur les forêts ou de sessions du Comité des forêts. Les membres travailleront de manière informelle et utiliseront des moyens de communication électroniques (plateformes web et téléconférences via Skype, par exemple) pour échanger des informations en dehors des réunions officielles.

### *Domaines d'activité*

6. Le Groupe consultatif a la capacité potentielle de combler les lacunes et de satisfaire aux besoins, à court et moyen termes, dans le secteur de l'enseignement et de la connaissance. Il s'emploiera notamment à:

- produire du matériel et des ressources didactiques de qualité, destinés en particulier à la formation professionnelle;
- dispenser une formation à court terme par le truchement de ses membres, s'il y a lieu;
- élaborer des guides et des plans pour l'enseignement forestier, en consultation avec les services en charge des forêts du monde entier;
- gérer et recenser les lacunes existant aux niveaux mondial et régional en matière de connaissances, de données et d'informations relatives aux forêts;
- faciliter les partenariats et les échanges entre universités, au niveau des enseignants comme des étudiants, afin de favoriser la transmission d'une pratique et d'une expérience comparatives de l'enseignement;
- faire le point sur les méthodes d'enseignement et de gestion des connaissances en vigueur dans le secteur forestier;
- élaborer des projets d'enseignement, y compris comportant des programmes d'études forestières, les superviser et mettre en relation les organismes chargés de leur exécution;
- encourager l'utilisation d'outils pédagogiques et de moyens de renforcement des capacités en ligne pour promouvoir la connaissance des forêts;
- assurer une meilleure coordination aux niveaux mondial et régional, s'agissant de l'enseignement forestier et des connaissances relatives aux forêts;
- mener d'autres activités, en intervenant selon les besoins et de manière stratégique.

7. Les membres du Groupe consultatif sélectionneront parmi les domaines d'action indiqués ci-dessus les trois activités à privilégier au cours de l'exercice considéré, tout en veillant en permanence à coordonner et recenser les besoins des services et des institutions en charge de l'enseignement forestier, aux niveaux régional et mondial.

## **D. Composition**

8. Les membres du Groupe consultatif doivent avoir une bonne connaissance des questions liées aux savoirs forestiers et mener des programmes de fond en matière d'enseignement, de recherche, d'innovation ou à caractère professionnel, afin d'apporter une valeur ajoutée aux débats du Groupe et aux décisions et mesures prises. Ils représentent des réseaux régionaux et/ou mondiaux et ne participent en aucun cas à titre personnel. Ils doivent présenter un éventail régional et diversifié de priorités et de perspectives concernant les connaissances et l'enseignement en matière de forêts.

9. Les membres fondateurs du Groupe consultatif, qui ont donné des indications stratégiques pour les travaux du Groupe, sont indiqués dans la liste initiale ci-dessous.

Organismes mondiaux:

Centre pour la recherche forestière internationale (CIFOR)

Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI)

International Forestry Students' Association (IFSA)

Union internationale des instituts de recherches forestières (IUFRO)

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)

Centre international pour la recherche en agroforesterie (CIRAF)

Organismes régionaux:

Forum forestier africain

Réseau africain pour l'enseignement de l'agriculture, l'agroforesterie et la gestion des ressources naturelles (ANAFE)

Africa Research Institute

Association des institutions de recherche forestière pour l'Asie et le Pacifique (APAFRI)

Réseau de la région Asie-Pacifique pour la gestion durable et la remise en état des forêts (APFNet)

Association for European Life Science Universities (ICA)

Institut européen de la forêt (EFI)

Partenariat international en éducation forestière (IPFE)

Réseau latino-américain d'enseignement forestier (RELAFOR)

Silva Network

Universités:

Association of Forestry Deans

Université de la Colombie-Britannique

10. Une composition limitée permettra d'organiser des réunions efficaces et de mobiliser un engagement fort des membres en vue de l'accomplissement des objectifs du Groupe consultatif, tout en assurant une large représentation. S'agissant de l'adhésion d'associations nationales, les demandes seront examinées au cas par cas. Les demandes d'adhésion seront acceptées à l'issue d'un examen périodique à l'occasion duquel les futurs membres pourront mettre en avant leur avantage comparatif pour le Groupe consultatif et devront recueillir la majorité de deux tiers des voix de ses membres. Le Groupe consultatif devrait être composé d'un maximum de 20 membres.

## **E. Financement et cotisations**

11. Aucune cotisation de la part des membres du Groupe consultatif n'est prévue, mais ceux-ci sont néanmoins tenus de fournir les ressources nécessaires pour faciliter la mise en œuvre des activités et des initiatives du Groupe. Il pourra s'agir d'apporter une contribution en nature en fournissant des ressources humaines utiles à l'élaboration des documents d'information et des descriptifs de projet du Groupe et, si possible, de cofinancer les travaux à mener dans le cadre des projets.

12. En sa qualité de Président, la FAO prendra en charge les dépenses du Secrétariat, ainsi que les frais de voyage des délégués provenant de pays en développement, si un fonds spécial devait être constitué pour financer les activités du Groupe. Sachant que les membres du Groupe consultatif définissent et affinent les priorités du Groupe tous les deux ans, les fonds nécessaires au financement des activités prévues devront être recueillis en fonction des besoins. Le mieux serait que les activités en cours soient financées par des contributions à moyen terme des donateurs.

## **F. Rapports et examen**

13. Le Groupe consultatif serait appelé à faire rapport sur les progrès accomplis à chacune des sessions du Comité des forêts de la FAO, à donner des informations à jour aux membres du Comité et à faire le point sur les activités et projets mis en œuvre, s'il y a lieu. Les produits et les résultats du Groupe feront l'objet d'un examen périodique, effectué tous les deux ans, de préférence dans le cadre des rapports d'activité présentés au Comité des forêts. Tous les cinq ans, le Groupe consultatif sera soumis à une évaluation visant à établir si les objectifs ont été atteints, à évaluer les résultats obtenus, à en mesurer l'incidence sur les parties prenantes et à s'assurer de l'utilisation optimale des ressources.

## Annexe III

## Rapport d'activité du Comité des questions forestières méditerranéennes – *Silva Mediterranea* (septembre 2012 - juin 2014)

### I. Principaux résultats des travaux de la troisième Semaine forestière méditerranéenne (Tlemcen [Algérie])

1. Le Comité des questions forestières méditerranéennes-*Silva Mediterranea* a organisé la troisième Semaine forestière méditerranéenne à Tlemcen (Algérie), du 17 au 21 mars 2013, avec l'appui du Ministère algérien de l'agriculture et du développement rural et de plusieurs autres membres importants du Partenariat de collaboration sur les forêts méditerranéennes. Cette manifestation, qui avait pour thème «*Les forêts méditerranéennes au service du développement durable des territoires: comment atténuer les changements mondiaux et s'y adapter*», fera date dans l'histoire de la coopération régionale sur les écosystèmes forestiers méditerranéens grâce aux accomplissements suivants:

- le lancement de la première édition du rapport sur l'*État des forêts méditerranéennes*<sup>2</sup>;
- la réunion d'un segment de haut niveau, présidé par le Ministre algérien de l'agriculture et du développement rural et ayant pour objectif d'approuver le nouveau Cadre stratégique sur les forêts méditerranéennes<sup>3</sup> et d'adopter la Déclaration de Tlemcen<sup>4</sup>; et
- la célébration de la première Journée internationale des forêts le 21 mars 2013: la cérémonie de plantation d'arbres a été une excellente occasion de mettre en lumière l'importance des écosystèmes forestiers et autres espaces boisés du point de vue des territoires méditerranéens.

2. Les trois principaux objectifs du Cadre stratégique sont les suivants:

- 1) **Développer et promouvoir les biens et services** fournis par les écosystèmes forestiers et autres espaces boisés méditerranéens;
- 2) **Favoriser la résilience des écosystèmes forestiers et autres espaces boisés** méditerranéens face aux changements mondiaux;
- 3) **Renforcer les capacités des acteurs et la mobilisation des ressources** nécessaires à la bonne gestion des écosystèmes forestiers et autres espaces boisés méditerranéens.

3. Chacun de ces objectifs s'articule autour de trois axes stratégiques, dont la mise en œuvre doit tenir compte des résultats escomptés et des recommandations concrètes formulées à l'intention des décideurs pour favoriser la gestion durable des écosystèmes forestiers et des autres espaces boisés méditerranéens.

1) *Développer et promouvoir les biens et services fournis par les écosystèmes forestiers et autres espaces boisés méditerranéens à travers la mise en œuvre des axes stratégiques suivants*

- améliorer durablement la production des biens et des services fournis par les forêts méditerranéennes;
- renforcer le rôle des forêts méditerranéennes dans le développement rural;
- promouvoir la gouvernance des forêts et les réformes foncières au niveau des territoires méditerranéens.

2) *Favoriser la résilience des écosystèmes forestiers et autres espaces boisés méditerranéens face aux changements mondiaux à travers la mise en œuvre des axes stratégiques suivants*

- promouvoir la prévention des feux de forêts en intégrant l'évolution des risques liés au changement climatique en cours sur le pourtour de la Méditerranée;

<sup>2</sup> <http://www.fao.org/docrep/017/i3226f/i3226f.pdf>.

<sup>3</sup> <http://www.fao.org/forestry/36305-01a68aa5cf57ca2dfbc5bdd8733c40fe8.pdf>.

<sup>4</sup> <http://www.fao.org/forestry/36633-07b6aae78da89e1cd5f29e5f327bb0af7.pdf>.

- gérer les ressources génétiques forestières et la biodiversité en vue de renforcer l'adaptation des écosystèmes forestiers et autres espaces boisés méditerranéens au changement climatique dans la région;
- remettre en état les territoires forestiers méditerranéens dégradés.

3) *Renforcer les capacités des acteurs et la mobilisation des ressources nécessaires à la bonne gestion des écosystèmes forestiers et autres espaces boisés méditerranéens à travers la mise en œuvre des axes stratégiques suivants*

- développer les connaissances, la formation et la communication sur les forêts méditerranéennes;
- renforcer la coopération internationale sur les forêts méditerranéennes;
- adapter les mécanismes de financement déjà disponibles et créer des mécanismes de financement innovants pour appuyer la mise en œuvre des politiques et programmes sur les forêts méditerranéennes.

4. **Les participants au segment de haut niveau, présidé par le Ministre algérien de l'agriculture et du développement rural, ont adopté la Déclaration de Tlemcen le 21 mars 2013.**

Dans cette Déclaration, ils appellent à accorder une plus grande attention au développement durable des territoires méditerranéens et à la mise en œuvre des principales recommandations formulées dans le *Cadre stratégique sur les forêts méditerranéennes: orientations stratégiques pour la gestion intégrée des écosystèmes forestiers des territoires méditerranéens*, en tenant compte des spécificités et besoins de chaque pays.

5. Dans les années à venir, le nouveau Cadre stratégique sur les forêts méditerranéennes adopté à Tlemcen devrait offrir un moyen d'action efficace pour:

- améliorer la visibilité du secteur forestier et promouvoir la mobilisation de ressources financières et humaines dans les prochaines années;
- établir un cadre consensuel à intégrer dans les politiques nationales (public/privé) afin d'améliorer la coordination intersectorielle et d'encourager les partenariats entre les diverses parties intervenant dans la gestion des écosystèmes forestiers et autres espaces boisés dans les pays de la région;
- contribuer à une meilleure coordination au service de l'élaboration et de la mise en œuvre de programmes et/ou projets sous-régionaux et intersectoriels;
- définir et promouvoir des positions communes au regard des écosystèmes forestiers et autres espaces boisés méditerranéens dans les enceintes internationales; et
- offrir une vision et une feuille de route communes au Comité des questions forestières méditerranéennes-*Silva Mediterranea*.

## **II. Évaluation du Comité des questions forestières méditerranéennes – *Silva Mediterranea***

6. À sa vingt et unième session, qui s'est tenue à Antalya (Turquie), en février 2012, le Comité *Silva Mediterranea* a décidé qu'une évaluation des différents groupes de travail serait menée à bien d'ici à la fin de 2013. Cette évaluation, confiée à un Groupe d'experts indépendant présidé par Mme Christine Farcy (Belgique), a été lancée par le Secrétariat du Comité, en janvier 2013.

7. La version finale du rapport d'évaluation<sup>5</sup>, publiée en anglais et en français, a été envoyée aux États Membres, en avril 2014.

8. Les principales recommandations issues de cette évaluation seront examinées par les États Membres du Comité *Silva Mediterranea* lors d'une session extraordinaire qui se tiendra à Rome à l'occasion de la prochaine réunion du Comité des forêts de la FAO, en juin 2014.

<sup>5</sup> <http://www.fao.org/forestry/silvamed/35411/fr>.

### III. Groupes de travail du Comité *Silva Mediterranea*

9. On trouvera dans le dernier rapport du Comité exécutif élargi<sup>6</sup>, qui s'est réuni à Hammamet (Tunisie), en décembre 2013, le compte rendu des activités déjà menées par les divers groupes de travail du Comité *Silva Mediterranea* (2012/2013) ou à mettre en œuvre (2014/2015).

### IV. Points à examiner

10. Le Comité souhaitera peut-être:

- accueillir avec satisfaction le lancement de la première édition du rapport sur l'*État des forêts méditerranéennes*;
- prendre note du Cadre stratégique sur les forêts méditerranéennes et de la *Déclaration de Tlemcen* adoptés par les États Membres du Comité *Silva Mediterranea* à l'occasion de la troisième Semaine forestière méditerranéenne;
- se pencher sur les axes stratégiques proposés et les mesures connexes envisagées dans le Cadre stratégique sur les forêts méditerranéennes et formuler des recommandations en vue de leur mise en œuvre par les États Membres du Comité *Silva Mediterranea*;
- prendre note du rapport sur l'évaluation du Comité *Silva Mediterranea*, établi par le Groupe d'experts indépendant;
- encourager les États Membres du Comité *Silva Mediterranea* à tenir compte des principales recommandations formulées par le Groupe d'experts indépendant, au cours de leur session extraordinaire prévue le 21 juin 2014;
- encourager les pays à contribuer aux travaux du Comité *Silva Mediterranea*.

---

<sup>6</sup> <http://www.fao.org/forestry/39941-0d8c75e800c0bb210c66a2fef22dff266.pdf> (en anglais seulement).

## Annexe IV

## **Élargissement de la portée du mandat de la Commission internationale du peuplier (CIP)**

### **Rapport intérimaire sur la proposition de réforme de la CIP**

#### **I. Introduction**

1. Dans les écosystèmes tempérés, les forêts boréales et la toundra, quelque 95 millions d'hectares de peupliers et de saules, constitués principalement de forêts naturelles et semi-naturelles (environ 90 pour cent), mais aussi de plantations forestières et de systèmes agroforestiers (environ 10 pour cent), offrent un large éventail d'avantages, y compris la fourniture de bois, de produits non ligneux et de services écologiques, qui revêtent une grande importance sur les plans social, économique et environnemental. Les peupliers et les saules constituent une ressource forestière importante et offrent aux petits exploitants agricoles et aux communautés paysannes, ainsi qu'aux agriculteurs et aux entreprises, la possibilité d'acquérir des moyens d'existence durables, tout en contribuant au développement socioéconomique dans de nombreuses régions rurales.
2. Le développement de la populiculture a été jugé prioritaire pour contribuer à la reconstruction des économies détruites suite aux dévastations de la Seconde Guerre mondiale. C'est dans cet esprit que la Commission internationale du peuplier (CIP), le plus ancien des organes statutaires de la FAO, a été créée en 1947, par six pays européens (Belgique, France, Italie, Pays-Bas, Royaume-Uni et Suède). Suite à son intégration au sein de l'Organisation en tant qu'organe relevant de l'Article XIV de l'Acte constitutif de la FAO, le nombre des membres de la Commission a été en progression constante dans le monde entier, surtout entre les années 1960 et 1990. Actuellement, 37 pays des cinq continents en sont membres, dont plus de la moitié sont des pays en développement (20 pays). Cependant, aucun nouveau membre n'a adhéré à la CIP depuis l'année 2000. Cette stagnation est l'un des principaux facteurs à l'origine de la proposition de réforme de la Commission.
3. La possibilité d'élargir la portée du mandat de la Commission a été étudiée en septembre 2012 par le Comité des forêts, qui a pris note de la proposition de réforme et a demandé à la FAO de lui donner de plus amples informations à ce sujet, y compris à la session suivante de la CIP, qui s'est tenue du 29 octobre au 2 novembre 2012 à Dehradun (Inde).

#### **II. Principaux défis à relever**

4. Compte tenu de la portée géographique et thématique restreinte du mandat de la CIP, il a été difficile, en l'absence de liens clairs avec les enjeux plus généraux du développement, tels que les moyens d'existence durables et l'utilisation viable des terres, de susciter l'intérêt de partenaires multilatéraux et bilatéraux et de les inciter ainsi à participer aux travaux de la Commission et à leur financement. Il est nécessaire d'assurer une meilleure intégration des secteurs techniques représentés par les groupes de travail dans les domaines multidisciplinaires et intersectoriels de l'environnement et du développement. Ces dernières années, les ressources à disposition du Secrétariat de la CIP ont été insuffisantes, tout comme celles de certaines commissions nationales du peuplier qui ont ainsi du mal à s'acquitter de leurs obligations.
5. Il a donc été envisagé d'élargir la portée du mandat thématique de la CIP à d'autres genres et espèces d'importance socioéconomique et écologique, outre le peuplier et le saule, afin de traiter davantage de questions intéressant les États Membres de la FAO et de multiplier les options de financement au profit d'un élargissement de la composition et du mandat de la Commission.
6. À sa quarante-sixième session, qui s'est tenue à Dehradun (Inde), le Comité exécutif de la CIP a recommandé que le processus de réforme soit reconnu et soutenu conformément aux indications données par le Comité des forêts à sa session de 2012 (paragraphe 70 du rapport de la session). Suite à un examen approfondi, il est convenu d'établir un groupe de travail chargé d'étudier les différentes options possibles pour la mise en œuvre de cette réforme. Le Comité exécutif a également

recommandé que des mesures soient prises afin de réexaminer les procédures institutionnelles, administratives et de présentation des rapports dans l'objectif de simplifier la procédure d'admission de nouveaux pays membres, de rationaliser le mode opératoire de la Commission et d'envisager une utilisation plus souple des langues de travail officielles.

### III. La réforme proposée: enjeux et options envisageables

7. Les options proposées pour la réforme de la CIP s'inspirent des conclusions de deux rapports d'experts commandés par le Secrétariat de la Commission (septembre 2012, janvier 2014)<sup>7</sup>, du rapport officiel de la vingt-quatrième session de la CIP et de la quarante-sixième session de son Comité exécutif (janvier 2013)<sup>8</sup> et de deux documents de stratégie établis par le Secrétariat de la Commission (juillet et octobre 2013)<sup>9</sup>, ainsi que des consultations approfondies tenues avec le Comité exécutif de la CIP et le Groupe de travail de la Commission chargé de la réforme.

8. En synthèse, aucun des documents ci-dessus ne recommandait le maintien de la situation actuelle, qui n'était pas considéré comme une option viable s'agissant d'assurer la pertinence à long terme de l'action de la CIP et son incidence durable pour les programmes en matière d'environnement et de développement mis en œuvre dans les États Membres. En revanche, l'option recommandée était l'adoption d'une réforme d'ensemble de la Commission, dont le mandat ne serait plus limité aux peupliers et aux saules mais intégrerait aussi d'autres genres et espèces ayant une grande importance socioéconomique ou écologique pour les moyens d'existence, la sécurité alimentaire et la lutte contre la pauvreté, en partant du principe que l'élargissement de la portée du mandat de la CIP en termes de développement et d'environnement permettrait d'accroître la pertinence et l'incidence de son action, d'éveiller l'intérêt des membres et d'attirer un plus large éventail de partenaires et de donateurs. Cette option exigerait une modification du texte de la Convention et, partant, des dispositions relatives aux groupes de travail, aux commissions nationales du peuplier et au Secrétariat de la CIP, aux fins d'une meilleure intégration des différentes activités.

9. Plus précisément, les changements qu'il est proposé d'apporter au titre de la réforme de la Commission sont les suivants:

- **Élargissement de la portée du mandat de la Commission.** Le Comité exécutif de la CIP peut envisager de maintenir le mandat actuel de la Commission couvrant le peuplier et le saule, mais d'en élargir la portée géographique, biologique et technique en intégrant un éventail plus large de genres et d'espèces à croissance rapide, dont les caractéristiques permettent des usages industriels et énergétiques et des applications environnementales similaires sous tous les climats. Ainsi, par exemple, le mandat de la Commission pourrait être étendu aux arbres, naturels et plantés, des genres *Acacia*, *Cunninghamia*, *Eucalyptus*, *Gmelina*, *Paraserianthes*, *Paulownia*, *Robinia* et *Tectona*.
- **Titre de la Convention.** L'élargissement de la portée thématique du mandat de la CIP devrait apparaître clairement dans le nouvel intitulé de la Convention. À cet égard, les membres du Comité exécutif ont proposé un certain nombre de titres. L'option privilégiée par la plupart d'entre eux consiste à maintenir l'intitulé actuel de la Convention, en le complétant par un

<sup>7</sup> Carle, J. *Options for International Poplar Commission Reform* (options envisagées pour la Commission internationale du peuplier, en anglais seulement). Note conceptuelle, septembre 2012.

Mekouar, A.M. *Reform of the International Poplar Commission: legal and institutional considerations* (réforme de la Commission internationale du peuplier: considérations juridiques et institutionnelles, en anglais seulement). Rapport d'expert, avril 2014.

<sup>8</sup> CIP. Rapport de la vingt-quatrième session de la Commission internationale du peuplier et de la quarante-sixième session de son Comité exécutif. Dehradun (Inde), 29 octobre-2 novembre 2012. Janvier 2013.

<sup>9</sup> Secrétariat de la CIP. *How to pursue and achieve the reform objectives of the International Poplar Commission (IPC)?* (comment poursuivre et atteindre les objectifs de réforme de la Commission internationale du peuplier? en anglais seulement). Document de stratégie, juillet 2013.

Secrétariat de la CIP. *Options for an expansion of the thematic scope of the International Poplar Commission (IPC)* (options envisagées pour élargir la portée thématique du mandat de la Commission internationale du peuplier, en anglais seulement). Document de travail, octobre 2013.



sous-titre explicatif ainsi libellé: *Convention relative à la Commission internationale du peuplier: des arbres à croissance rapide au service de la société et de l'environnement.*

- **Groupes de travail.** Une restructuration thématique des groupes de travail existants exigerait non seulement la mise en place de nouveaux groupes, selon les besoins, mais aussi la fusion ou la dissolution de certains d'entre eux. Ces changements, qui devraient avoir pour objectif de rationaliser, d'intégrer et de revitaliser les groupes de travail, doivent être convenus en consultation avec leurs membres et faire l'objet d'une réflexion commune au sein du Comité exécutif. La réorganisation des groupes de travail n'appellerait cependant aucune modification du texte de la Convention.
- **Commissions nationales du peuplier.** La nécessité de réviser les dispositions applicables aux commissions nationales du peuplier ou aux organismes équivalents a été considérée comme un moyen permettant de réactiver ces organes dont certains étaient désormais inactifs par manque d'encadrement, d'appui institutionnel et/ou de financement adéquat. Des commissions nationales plus dynamiques auraient ainsi une plus grande pertinence aux fins du traitement des questions relevant de la CIP aussi bien au sein de leurs propres gouvernements que par le biais de la Commission pour une coopération renforcée. La revitalisation et le renforcement des commissions nationales du peuplier n'appelleraient aucune modification du texte de la Convention. Toutefois, compte tenu de la nouvelle dénomination convenue de la Commission, il sera nécessaire de les renommer.
- **Secrétariat de la CIP.** Le Secrétariat de la CIP devrait bénéficier d'un plus grand soutien dans le cadre de la réforme proposée, notamment d'un financement accru grâce à des contributions volontaires provenant de sources extérieures.
- **Demandes d'admission.** Les demandes d'admission à la qualité de membre sont régies par le Règlement général de l'Organisation. Conformément à cette disposition, les instruments d'acceptation de la Convention de la CIP doivent être signés par une autorité compétente de haut rang (chef d'État, chef de gouvernement, ministre des affaires étrangères ou ministre du département concerné). Il n'est pas souhaitable d'envisager, aux fins de l'acceptation de la Convention, des modalités non conformes aux dispositions du Règlement général de l'Organisation.
- **Utilisation des langues officielles.** Les sessions de la CIP se tiennent dans les trois langues de travail suivantes: anglais, espagnol et français. En règle générale, les réunions du Comité exécutif et des groupes de travail se déroulent uniquement en anglais. La politique linguistique de la FAO repose sur le principe d'une utilisation paritaire et équilibrée des langues de l'Organisation, ainsi que sur la nécessité de maintenir une approche pragmatique à cet égard. D'ordinaire, les organes statutaires établis en vertu de l'Article XIV de l'Acte constitutif de la FAO décident eux-mêmes des langues qui seront utilisées lors de leurs réunions, en tenant compte de la répartition géographique des membres et de leur langue de travail. L'éventuelle décision d'assurer une utilisation plus souple des langues de travail n'appellerait aucune modification, ni adjonction au texte de la Convention.
- **Bureau.** La Convention de la CIP prévoit la constitution, à chaque session, d'un bureau composé du Président et des deux Vice-présidents de la session, ainsi que du Président et du Vice-Président du Comité exécutif, sans toutefois préciser quel en est le rôle. Dans la pratique, il y a longtemps (au moins depuis 1984) qu'aucun bureau n'a été mis en place lors des sessions de la Commission, ce qui indique clairement que cet organe est désormais obsolète. Dans la mesure où la constitution du Bureau n'aurait aucune utilité particulière, celui-ci pourrait être éliminé du texte de la Convention, conformément à l'appel à la simplification qui a été lancé.
- **Utilisation d'un langage neutre.** Dans le texte original anglais de la Convention de la CIP, les termes «*chairman*» and «*chairmen*» («*président*» et «*présidents*») sont utilisés à plusieurs reprises. Conformément à la résolution 7/99 sur l'utilisation d'un langage neutre dans les Textes fondamentaux, adoptée par la Conférence en 2009, lorsque ces termes apparaissent dans la Convention, il conviendra de les remplacer par «*chairperson*» ou «*chairpersons*», plus neutres.

10. Les ajustements proposés seront examinés par le Comité exécutif de la CIP à sa quarante-septième session, qui se tiendra à Vancouver en juillet 2014. Les modifications que le Comité proposera seront ensuite examinées et, s'il y a lieu, approuvées par la Commission à sa vingt-cinquième session, en 2016. Enfin, les recommandations et les décisions de la CIP seront soumises à la Conférence de la FAO, pour approbation.

#### **IV. Points à examiner**

11. Le Comité des forêts souhaitera peut-être:

- inviter les pays à renforcer les secteurs de l'agriculture et des forêts en envisageant de devenir membre de la Commission internationale du peuplier;
- inviter les pays membres à renforcer les commissions nationales du peuplier, conformément à la proposition de réforme de la CIP; et
- encourager le Comité exécutif à poursuivre le processus de réforme de la CIP, comme indiqué dans la présente note, en élargissant la portée du mandat de la Commission à des espèces équivalentes présentes dans d'autres régions.

## Mécanisme forêts et paysans

### I. Généralités

1. Le Mécanisme forêts et paysans est un programme multidonateurs hébergé par la Division de l'économie, des politiques et des produits forestiers (FOE) de la FAO et géré en partenariat par l'Organisation, l'Institut international pour l'environnement et le développement (IIED) et l'Union internationale pour la conservation de la nature et des ressources naturelles (UICN). Lancé officiellement le 28 septembre 2012 à l'occasion de la vingt et unième session du Comité des forêts, il tire parti de l'expérience plus que décennale acquise dans le cadre du Mécanisme pour les programmes forestiers nationaux et de diverses initiatives, telles que les programmes *Growing Forest Partnerships* et *Forest Connect*. Au cours de l'année écoulée, le Mécanisme forêts et paysans a consolidé sa structure organisationnelle et ses programmes et lancé une série d'activités aux niveaux national (dans six pays) et mondial.

### II. Développement organisationnel

2. La première réunion du Comité directeur au complet s'est tenue à Guilin (Chine) les 23 et 24 novembre 2013. Le Comité directeur est composé de membres assurant une représentation équilibrée des hommes et des femmes et affiliés à un large éventail d'entités: organisations de producteurs forestiers, communautés forestières et organisations autochtones; communauté scientifique internationale; ONG internationales menant une action d'orientation et de sensibilisation; organisations de prestataires de services pour le développement d'entreprises; secteur financier privé; pouvoirs publics et organismes internationaux d'aide au développement.

3. L'action du Mécanisme forêts et paysans s'articule autour d'une nouvelle vision, d'une mission et de trois axes d'intervention. Elle vise à concrétiser la vision suivante: « Les petits exploitants agricoles, les communautés, les peuples autochtones et les groupements féminins ont pu améliorer leurs moyens d'existence et renforcer leur pouvoir de décision concernant les territoires forestiers et agricoles ». Le Mécanisme a pour mission de: « Promouvoir la gestion durable des forêts et des exploitations agricoles en fournissant un appui aux plateformes et aux organisations locales, nationales, régionales et internationales en vue d'assurer leur participation effective à l'élaboration de politiques répondant aux besoins des populations locales et de favoriser les investissements nécessaires ». L'action à mener s'articule autour des trois axes d'intervention suivants:

- renforcer les organisations de petits exploitants agricoles, les groupements féminins, les communautés et les organisations autochtones de producteurs<sup>10</sup> afin d'améliorer les moyens

<sup>10</sup> Dans le cadre du Mécanisme forêts et paysans, les organisations de producteurs agricoles et forestiers sont ainsi définies: Les producteurs agricoles et forestiers sont des femmes et des hommes, des ménages de petits exploitants, des peuples autochtones et des communautés locales qui ont des liens étroits avec les forêts et les exploitations agricoles situées sur des territoires forestiers, dont dépendent leurs moyens d'existence. Ils tirent de l'exploitation des ressources naturelles (culture, gestion durable, récolte et traitement) un large éventail de biens et de services destinés à leur propre subsistance et aux marchés locaux, nationaux ou internationaux. S'associer dans le cadre d'organisations de type traditionnel, structuré ou informel permet aux producteurs agricoles et forestiers de mettre en commun leurs savoirs et leurs données d'expérience; de mener des activités de plaidoyer; de s'assurer des droits de jouissance et d'accès aux forêts, aux terres et aux ressources naturelles; d'améliorer la gestion durable des forêts et des exploitations agricoles; de développer des marchés; de créer des entreprises; et d'améliorer leurs revenus et leurs conditions de vie. Les organisations de producteurs agricoles et forestiers peuvent varier considérablement quant à leur taille et à leur structure institutionnelle, selon qu'elles se concentrent sur les forêts ou sur une combinaison d'activités agricoles et forestières: organisations autochtones et organisations communautaires locales; associations de sylviculteurs et d'agroforestiers; associations de propriétaires forestiers; coopératives de producteurs et sociétés productrices; y compris les groupes et fédérations dont elles relèvent.

d'existence, de favoriser le développement d'entreprises et d'assurer une meilleure participation de ces instances à l'élaboration des politiques;

- créer des effets de synergie entre les plateformes multisectorielles de parties prenantes et les pouvoirs publics, aux niveaux local et national; et
- aider les communautés locales à se faire entendre au niveau mondial et favoriser l'apprentissage en misant sur des processus véritablement participatifs, sur la communication et sur la mise en commun des informations.

4. Ces trois axes d'intervention sont considérés comme étant essentiels au développement satisfaisant des forêts et des territoires forestiers dans tous les domaines. Les retours d'expérience seront largement mis à profit dans le cadre de diverses initiatives de grande envergure, telles que l'initiative REDD+ pour la réduction des émissions causées par le déboisement et la dégradation des forêts, le Plan d'action relatif à l'application des réglementations forestières, à la gouvernance et aux échanges commerciaux, le Programme d'investissement forestier et les programmes de restauration du paysage, et apporteront une contribution utile à la mise en œuvre de l'Instrument juridiquement non contraignant concernant tous les types de forêts et à l'application des Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale. En considérant les organisations de producteurs agricoles et forestiers comme les principaux acteurs du développement rural durable, c'est-à-dire comme la « composante essentielle du secteur privé rural », le Mécanisme met intentionnellement en relief les liens qui existent entre les forêts et d'autres secteurs importants au sein des territoires forestiers.

### **III. Objectifs stratégiques**

5. Le Mécanisme forêts et paysans s'inscrit ainsi clairement dans le cadre des nouveaux objectifs stratégiques transversaux de la FAO et, plus particulièrement, de l'Objectif stratégique 3 visant à réduire la pauvreté rurale et à renforcer les institutions rurales. Dans le cadre du programme d'action mondial actuel, il propose une approche concrète et bien ciblée tablant sur l'intérêt croissant que suscitent les forêts au sein des paysages partout dans le monde, le rôle des forêts dans la sécurité alimentaire et la nutrition, l'importance que revêt une « économie verte », le rôle du secteur privé à petite et moyenne échelles et la mise en place d'un nouveau cadre de développement durable. Par ailleurs, au sein de la communauté internationale du développement, d'autres secteurs, notamment ceux qui financent le développement agricole et rural et le renforcement des moyens d'existence, attachent un grand intérêt au Mécanisme, contribuant ainsi à améliorer l'image du secteur forestier. À titre d'exemple, on peut citer le réseau mondial AgriCord, financé par des organismes agroalimentaires opérant en lien avec les exploitants agricoles, qui a offert au Mécanisme une contribution d'un million d'euros sur quatre ans. En cette Année internationale de l'agriculture familiale, le Mécanisme forêts et paysans permet de donner davantage de visibilité aux liens qui unissent les forêts familiales, les ménages qui pratiquent la sylviculture et l'agriculture familiale.

### **IV. Partenaires**

6. Le partenariat noué entre la FAO, l'IIED et l'UICN permet ainsi de réunir trois grands réseaux mondiaux, un ensemble unique de compétences et une expérience de longue date dans des domaines pertinents. L'IIED, en collaboration avec les pays partenaires, joue un rôle de premier plan s'agissant de favoriser l'apprentissage et la production de connaissances autour de thèmes clés et de mettre à profit son Système participatif de suivi et d'apprentissage pour recueillir des données d'expérience et en faire la synthèse. L'UICN apporte son appui à des groupements régionaux et mondiaux de producteurs agricoles et forestiers, en les aidant à étendre leur influence et à améliorer leur accès aux principaux processus décisionnels. Elle collabore également à la mise en œuvre des activités dans les pays visés. L'équipe du Secrétariat de la FAO joue un rôle de chef de file dans la coordination des interventions, leur mise en œuvre au niveau national, les communications et la gestion des aspects administratifs et financiers du programme, et assure une présence et un programme d'action stratégiques au niveau mondial pour le Mécanisme et ses partenaires.

## V. Action aux niveaux national, régional et mondial

7. Les activités sont menées principalement dans les pays, ainsi qu'aux niveaux régional et mondial, selon les modalités suivantes:

- *Accords de partenariat pluriannuels et dons en faveur d'organisations de producteurs agricoles et forestiers, d'organismes gouvernementaux et de prestataires de services opérant au niveau national.* Les six pays concernés sont les suivants: Guatemala et Nicaragua, Gambie et Libéria, et Népal et Myanmar. La sélection de quatre autres pays (deux en Afrique, un en Amérique latine et un en Asie) est en cours, ce qui portera à dix le nombre des pays bénéficiaires.
- *Dons et accords de partenariat visant à aider les organisations de producteurs agricoles et forestiers à jouer un rôle stratégique plus actif aux niveaux régional et mondial.* L'appel à propositions qui a été lancé pour ces dons a suscité beaucoup d'intérêt et il est prévu de retenir jusqu'à six propositions.
- *Communication, apprentissage et partage des connaissances entre les partenaires aussi bien dans les pays qu'entre les pays et les régions et au niveau mondial.* Les activités qui ont été menées à bien l'an dernier sont notamment les suivantes: des visites d'échange entre groupements de productrices du Nicaragua, du Guatemala et du Honduras; des échanges au niveau national entre groupements de producteurs agricoles et forestiers au Myanmar; des échanges au niveau régional (au Népal avec des groupements de producteurs et des représentants du gouvernement du Myanmar et en Gambie avec des visiteurs venus du Libéria); une conférence internationale sur l'appui aux groupements de producteurs forestiers, organisée en collaboration avec le Réseau de la région Asie-Pacifique pour la gestion durable et la remise en état des forêts (APFNet) et l'Administration nationale des forêts de Chine, qui s'est tenue à Guilin (Chine) en novembre 2013; une formation sur l'analyse et le développement des marchés, qui a été dispensée au Guatemala à des participants venus de neuf pays; l'élaboration d'une série de notes d'orientation sur le Nicaragua, la Gambie et le Myanmar; diverses manifestations de suivi et d'apprentissage participatifs; une série de documents de travail, un certain nombre d'articles et de vidéos et la création du site web du Mécanisme: <http://www.fao.org/partnerships/forest-farm-facility/fr/>

## VI. Actualités par pays

8. Des réunions de lancement ont été organisées dans les divers pays et des facilitateurs ou des organismes responsables ont été retenus pour accompagner le processus de planification initiale. Des études de référence et des plans de travail annuels ont été élaborés dans chaque pays. En 2013, un certain nombre de réunions importantes, organisées non seulement au niveau national mais aussi et surtout à l'échelon local, ont permis de réunir des organisations de producteurs afin d'élaborer des programmes de renforcement des capacités et plus particulièrement pour établir les priorités en matière de formation dans divers domaines (création de groupes, gestion d'entreprise, commercialisation et autres compétences), organiser des échanges et des visites croisées et définir des stratégies de sensibilisation.

9. S'agissant des activités intersectorielles menées à bien, il faut signaler le renforcement des tribunes forestières multipartites qui bénéficiaient auparavant de l'appui du Mécanisme pour les programmes forestiers nationaux et le recensement des possibilités de création de nouvelles plateformes innovantes.

10. Conformément à l'approche programmatique et axée sur les besoins adoptée par le Mécanisme, les activités mises en œuvre varient d'un pays à l'autre.

- Au Guatemala, un appui est fourni aux organisations de producteurs par le truchement de l'*Alianza nacional de organizaciones forestales comunitarias de Guatemala* (l'Alliance nationale des organisations de foresterie communautaire du Guatemala), une fédération nationale de communautés et d'organisations de producteurs, qui contribue à l'organisation de réunions et d'ateliers visant à assurer une meilleure participation à l'élaboration des politiques

nationales relatives à des questions telles que la réduction des émissions causées par le déboisement et la dégradation des forêts, l'application des réglementations forestières, à la gouvernance et aux échanges commerciaux et les incitations en faveur des forêts promues par le nouveau programme PROBOSQUE. Le Mécanisme apporte son soutien aux plateformes intersectorielles et multipartites et aide les pouvoirs publics à mettre en place des programmes pilotes d'incitation au reboisement au niveau local et de renforcement de la sécurité alimentaire.

- Au Nicaragua, les activités se concentrent principalement dans la région de Bosawas. Elles sont guidées par un comité de pilotage interministériel placé sous la direction du Ministère de la conservation et des ressources naturelles et auquel participent des représentants des peuples autochtones Mayangna, et visent à apporter un appui aux groupements de productrices.
- En Gambie, le Mécanisme s'est affirmé en tant que facilitateur de la nouvelle législation relative à l'agriculture et aux ressources naturelles, et comme ressource utile à l'établissement d'un secteur des producteurs agricoles et forestiers. Il a encouragé la participation active de représentants des groupements de producteurs agricoles et forestiers au sein de la Plateforme sur l'agriculture et les ressources naturelles et du groupe de travail déjà établis.
- Au Libéria, le Mécanisme apportera un soutien direct au réseau FUN (*Farmers Union Network*), en intervenant initialement dans trois comtés. Il s'agira de faciliter la création d'organisations de producteurs agricoles et forestiers, de leur dispenser une formation et de les mettre en liaison avec les forums forestiers locaux et le *National Forest and Landscape Forum*.
- Au Népal, un soutien est apporté à deux instances: i) à la *Federation of Forest User Groups of Nepal (FECOFUN)*, la fédération népalaise des groupements d'usagers de la forêt, chargée de l'organisation de séances de formation et d'ateliers pour une promotion plus efficace des politiques; et ii) à la *Federation of Nepal Cottage and Small Industries (FNCSI)*, la fédération népalaise des petites entreprises et des entreprises à caractère artisanal, pour promouvoir le développement d'entreprises et dispenser une formation aux organisations de producteurs.
- Au Myanmar, le réseau *Environmental Resources Network (MERN)* a facilité l'octroi de petits dons à six ONG qui aideront à la création de nouvelles organisations de producteurs agricoles et forestiers dans différentes parties du pays. Des efforts ont été déployés avec succès afin de rattacher les activités du Mécanisme aux principales initiatives financées par des donateurs, y compris le projet LIFT (*Livelihoods and Food Security Trust Fund*) et le programme Pyoe Pin, ce dernier proposant de cofinancer des activités d'apprentissage.
- Quatre nouveaux pays bénéficiaires seront sélectionnés en mai 2014.
- Le Mécanisme a reçu des manifestations d'intérêt de la part d'organisations de producteurs et de responsables gouvernementaux de dizaines d'autres pays et il est prêt à élargir son champ d'action afin de leur apporter son appui.

## VII. Points à examiner

### 11. Le Comité souhaitera peut-être:

- prendre note du rapport sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre opérationnelle du Mécanisme forêts et paysans et féliciter les pays pour l'appui qu'ils fournissent à ces efforts; et
- prendre acte de l'intérêt croissant que plusieurs pays attachent à la collaboration avec le Mécanisme et inviter les pays membres qui sont en mesure de le faire à apporter une contribution financière ou en nature aux activités du Mécanisme afin de l'aider à répondre à ces demandes croissantes.

## Annexe VI

**Partenariat international pour le développement durable  
des régions de montagne****Rapport 2012-2014**

1. Le Partenariat international pour le développement durable des régions de montagne, aussi appelé Partenariat de la montagne, est une alliance volontaire des Nations Unies, dont les membres œuvrent vers un objectif commun: améliorer les conditions de vie des populations de montagne et protéger leurs environnements dans le monde entier. Il compte plus de 200 membres provenant de gouvernements, d'organisations intergouvernementales, de la société civile et du secteur privé. Le Partenariat bénéficie du soutien d'un Secrétariat financé par le Ministère italien des Affaires étrangères, l'Agence suisse pour le développement et la coopération et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et hébergé par le Département des forêts de la FAO. La Banque mondiale octroie un don destiné au financement d'activités concernant les montagnes et le changement climatique.
2. Le Partenariat de la montagne est une plateforme d'action concertée pour la mise en œuvre de programmes communs. Ses membres unissent leurs forces afin de promouvoir, faciliter et mettre en œuvre des initiatives concrètes aux niveaux national, régional et international et pour sensibiliser le public aux défis auxquels sont confrontés les populations et les environnements de montagne. L'action du Partenariat s'articule principalement autour de quatre piliers: activités de plaidoyer; projets communs; partage des connaissances; et renforcement des capacités dans le domaine du développement durable des montagnes.

**I. Activités de plaidoyer**

3. Le Partenariat et ses membres organisent souvent des réunions touchant à la montagne dans le cadre des grandes manifestations de l'ONU, y compris la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (UNCCD) et la Convention sur la diversité biologique (CDB).
4. En 2012, le Partenariat a célébré la deuxième Journée de la montagne en marge de la dix-huitième Conférence des parties à la CCNUCC. Cette manifestation avait pour thème l'intégration des résultats de la Conférence Rio+20 dans les processus de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) pour contribuer à la prospérité, à la résilience et à la durabilité des écosystèmes et des communautés de montagne. En 2013, à l'occasion du Forum mondial des paysages qui s'est tenu en marge de la dix-neuvième Conférence des Parties à la CCNUCC, le Partenariat a organisé une session dont le thème était le renforcement des capacités d'adaptation au changement climatique dans les régions de montagne. L'accent a été mis sur la nécessité de traiter la question de la fonte des glaces due au changement climatique et des incidences profondes de ce phénomène sur le cycle de l'eau et sur les moyens d'existence des communautés de montagne et de plaine.
5. Reconnaissant qu'il était important de maintenir les montagnes au rang des priorités du programme international de développement pour l'après 2015, les participants à la quatrième réunion mondiale du Partenariat de la montagne, qui s'est tenue à Erzurum (Turquie) en septembre 2013, ont insisté sur la nécessité de mener des activités de sensibilisation spécifiques. Travaillant en collaboration avec la FAO, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et plusieurs États membres de l'ONU, le Secrétariat a donc organisé une série de réunions et élaboré un certain nombre de documents visant à étayer les travaux du Groupe de travail ouvert de l'Assemblée générale sur les objectifs de développement durable. En particulier, il a invité les gouvernements membres du Partenariat et les ONG concernées basées aux États-Unis à une série de manifestations qui se sont tenues à New York, à savoir:

- une réunion du Groupe de réflexion sur la montagne, accueillie par la Mission permanente de l'Italie auprès de l'ONU et au cours de laquelle les participants ont insisté sur l'importance des montagnes et de leur inclusion dans les objectifs de développement durable (17 octobre 2013);
- une rencontre organisée pour célébrer la Journée internationale de la montagne, accueillie par l'Argentine et la FAO (11 décembre 2013);
- une manifestation organisée par l'Argentine, l'Italie, le Kirghizistan et le Pérou, avec l'appui du Secrétariat du Partenariat, de la FAO et du PNUE, sur le thème du renforcement des capacités d'adaptation au changement climatique dans les zones de montagne, qui s'est tenue en marge de la septième session du Groupe de travail ouvert (8 janvier 2014);
- une manifestation organisée par le Bhoutan, le Pérou et la Roumanie, avec l'appui du Secrétariat du Partenariat et de la FAO, dont le thème était les forêts et les montagnes dans le programme international de développement pour l'après 2015 et qui s'est tenue en marge de la huitième session du Groupe de travail ouvert (5 février 2014); et
- un déjeuner de travail accueilli par la Mission permanente du Pérou auprès de l'ONU, avec l'appui du Secrétariat du Partenariat et de la FAO, et consacré à l'examen de la meilleure façon d'intégrer les montagnes dans le programme international de développement pour l'après 2015 (6 février 2014).

## II. Renforcement des capacités

6. En 2012, le Secrétariat a lancé un projet au titre du Programme de coopération technique de la FAO. Les gouvernements des six pays andins concernés - Argentine, Chili, Pérou, Équateur, Colombie et Bolivie - étaient appelés à œuvrer de concert afin de promouvoir le développement durable des montagnes dans la région en renforçant et développant les capacités institutionnelles. L'un des principaux résultats du projet sera la mise en place d'un mécanisme régional visant à faciliter les échanges de vues et le dialogue entre les gouvernements de la région sur les questions relatives à la montagne, ainsi qu'une action concertée de leur part dans ce domaine. Ce mécanisme sera lancé en Argentine du 7 au 9 mai 2014. Par ailleurs, des comités nationaux pour les montagnes ont été créés ou renforcés dans le cadre de ce projet.

7. Dans le cadre de l'Initiative stratégique sur les montagnes et le changement climatique, financée par la Banque mondiale, le Secrétariat du Partenariat a organisé quatre réunions régionales au Chili, au Tadjikistan, en Ouganda et au Maroc. Chacune de ces réunions a permis de rassembler des représentants des gouvernements, des responsables politiques, des scientifiques et des spécialistes du changement climatique, afin de consolider les connaissances sur les effets de l'évolution du climat dans les zones de montagne, d'examiner les mesures d'adaptation envisageables au niveau des écosystèmes de montagne et de promouvoir des alliances et une collaboration plus efficaces entre les pays montagneux afin qu'ils puissent mieux comprendre les principaux enjeux.

8. Le Programme international de recherche et de formation pour la gestion durable des zones de montagne (IPROMO) organise, chaque année, des cours de formation à la gestion des zones de montagne à l'intention des étudiants, des chercheurs et des techniciens. Le cours de formation de 2012 a ainsi été consacré à la compréhension du changement climatique dans les zones de montagne et à l'adaptation aux effets de ce phénomène; celui de 2013 a porté sur la compréhension de la gestion des bassins versants d'altitude; et le sujet du cours de 2014 sera l'agriculture durable dans les zones de montagne.

## III. Projets communs

9. Le Partenariat de la montagne joue un rôle d'intermédiaire dans la mise en œuvre d'activités communes, en facilitant les contacts entre les pays et les institutions et en créant des conditions propices à l'établissement de partenariats, à la coopération technique et à la mobilisation de ressources, à tous les niveaux.

10. Il apporte son appui au projet du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) intitulé «Gestion durable des ressources forestières et terrestres des montagnes dans un contexte de changement climatique au Kirghizstan». Ce projet, qui a une durée de quatre ans, sera financé par le FEM à



hauteur de 6 millions d'USD. Il comporte également un volet renforcement des capacités institutionnelles.

11. Lors d'une réunion tenue à Kigali (Rwanda) en 2013, les membres du Partenariat ont mis en place un nouveau Comité des champions africains du Partenariat de la montagne. Ce Comité est chargé de faire avancer la mise en œuvre du programme de développement durable des montagnes dans la région, de mettre en commun les informations pertinentes et de promouvoir les activités du Partenariat en Afrique.

12. En 2013, dans le cadre du projet de Plateforme sur le changement climatique de l'UNESCO, « L'impact du changement climatique dans les régions montagneuses du monde », le Secrétariat du Partenariat a apporté son appui au Programme hydrologique international en participant à deux ateliers régionaux organisés pour recueillir les contributions de l'Asie et de l'Amérique latine.

#### IV. Partage des connaissances

13. Le Partenariat s'emploie à produire, à recueillir et à mettre en commun des informations pertinentes afin de sensibiliser le public aux questions liées à la montagne. En matière de communication, les principales activités sont la production de publications phares et de produits multimédia sur le développement durable des montagnes, la participation active aux célébrations de la Journée internationale de la montagne et la diffusion d'actualités et d'informations sur les manifestations touchant à la montagne dans le cadre du [site web du Partenariat de la montagne](#) et par le biais des médias sociaux et du bulletin mensuel *Peak to Peak*. En 2013, le Secrétariat du Partenariat a publié, en collaboration avec la FAO, l'Agence autrichienne de développement, le Centre pour le développement et l'environnement de l'Université de Berne, le Centre de recherches pour le développement de l'Université des ressources naturelles et des sciences de la vie de Vienne et l'Agence suisse pour le développement et la coopération, une contribution à l'Année internationale de l'agriculture familiale (2014) intitulée [Mountain Farming is Family Farming](#) (l'agriculture de montagne est une agriculture familiale, en anglais seulement).

#### V. Les prochaines étapes

14. Lors de la quatrième réunion mondiale du Partenariat de la montagne, qui s'est tenue à [Erzurum](#) en septembre 2013, les membres ont renouvelé leur engagement à préserver les environnements de montagne et à améliorer les moyens d'existence des populations de montagne, tout en leur donnant les moyens d'agir. Un document de gouvernance et de stratégie quadriennal intitulé [Governance and Strategy](#) a été approuvé et un Comité directeur composé de 16 membres a été élu. La stratégie élaborée sera mise en œuvre de 2014 à 2017 par le Secrétariat et les membres. Les réunions régionales et thématiques des groupes de travail ont permis de définir les résultats à obtenir et les activités à entreprendre en priorité au cours des deux prochaines années, sur la base d'un plan de travail articulé autour de six piliers: plaidoyer, action commune, gestion des connaissances et communication, renforcement des capacités et transfert de technologie, innovation et mobilisation de ressources.

15. Dans les conclusions de sa réunion d'Erzurum, le Partenariat de la montagne a invité les pays dont les objectifs et les activités étaient compatibles avec le développement durable des montagnes à renforcer leur présence au sein du Partenariat. Il a aussi recommandé aux pays de renforcer leurs capacités dans ce domaine afin de contribuer à la concrétisation de cet objectif commun.

#### VI. Points à examiner

16. Le Comité souhaitera peut-être prendre note du présent rapport et inviter les pays à:
- s'associer au Partenariat de la montagne ou à renforcer leur présence au sein de ce mécanisme;
  - renforcer leurs capacités en matière de développement durable des montagnes; et
  - apporter des contributions financières ou en nature pour appuyer les activités du Partenariat.